



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 24 JUIN 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt quatre juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
SERGENT André (pouvoir à LE GALL Jean-Noël)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Conseil de Communauté du 24 juin 2021
Délibération n°DCC2021_105

Objet	Modification du tableau des emplois
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

1. Pôle aménagement

En lien avec l'évolution de l'intercommunalité et sa prise de compétences depuis plusieurs années, le pôle aménagement est particulièrement impacté et a vu ses compétences et ses missions s'étoffer. Dans certains cas, en appui de créations de poste (mobilité par exemple). Dans d'autres cas, en lien avec des ajustements au sein des services (tourisme par exemple) ou en s'appuyant sur les ressources actuelles des services quand cela était possible.

Aujourd'hui, il convient de réétudier certaines situations qui nécessitent une nouvelle évolution afin de :

- Permettre de renforcer le pilotage du pôle aménagement
- Assurer le bon fonctionnement du service urbanisme
- Assurer les missions croissantes du service économie

a. Urbanisme

Le service urbanisme assume aujourd'hui deux grands champs de mission : l'un lié aux autorisations d'urbanisme à l'échelle de deux EPCI (CCPLD et CLCL) et l'autre lié aux documents d'urbanisme (PLUi notamment).

Au regard des missions exercées par le service, de son échelle d'intervention (35 communes) et du nombre d'agents à encadrer (6 agents dont 2 mis à disposition par la CLCL), il est proposé de :

- Créer un emploi de responsable urbanisme à temps complet relevant de la catégorie A au grade d'attaché ou d'ingénieur territorial

Les missions de l'emploi créé sont les suivantes :

- Pilotage des deux champs d'intervention du service : instruction des autorisations d'urbanisme (CCPLD-CLCL) et documents d'urbanisme (CCPLD)
- Gestion administrative et financière du service
- Management de l'équipe.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme ou d'expérience professionnelle dans le secteur de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme en collectivité locale.

b. Economie

Les missions liées au développement économique n'ont cessé de prendre de l'ampleur au fil des années, au regard des dynamiques économiques fortes du territoire, des évolutions législatives qui ont doté la Communauté de nouvelles compétences (commerce notamment) et des choix politiques actés pour accompagner davantage les entreprises locales (maison de l'entreprise).

Si le service économie a connu certains ajustements (évolution des emplois existants, prestations extérieures en renfort...), il n'a pas connu de renfort d'ingénierie sur le long terme

et de façon pérenne.

Il est proposé de répartir les missions du service sur deux personnes ressources, en créant un emploi à temps complet de chargé de développement économique (grade mini : rédacteur territorial / grade maxi : rédacteur principal de 1ère classe) dédié à la création, la commercialisation et la gestion de l'offre foncière et immobilière à vocation économique sur le territoire.

Les missions de l'emploi créé sont les suivantes :

En matière d'offre foncière à vocation économique :

- Participation à la construction et l'aménagement de la future offre, notamment dans le cadre des zones d'activités économiques
- Commercialisation de l'offre existante
- Gestion des actes de ventes
- Suivi de l'offre foncière appartenant à la collectivité (signalétique, entretien, ...)

En matière d'immobilier d'entreprises :

- Participation à la construction de la future offre (le cas échéant)
- Commercialisation de l'offre existante
- Gestion des locataires : contacts, baux, ...
- Gestion du parc immobilier : travaux, cessions, ...

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme ou d'expérience professionnelle dans le secteur du développement économique.

2. Direction générale des services

Communication

En 2020, il avait été décidé de créer un emploi non permanent de chargé de communication à temps complet pour une durée d'un an. Il avait ensuite été décidé de créer l'emploi correspondant sur les mêmes missions pour une durée d'un an renouvelable deux fois, soit trois ans maximum (délibération du 11 décembre 2020).

Au vu du bilan de l'année 2020 et au vu des perspectives à venir, il est proposé de pérenniser le poste en :

- supprimant l'emploi de chargé de communication d'une durée maximum de 3 ans
- créant un emploi de chargé de communication à temps complet relevant de la catégorie A (grade mini : attaché, grade maxi : attaché principal)

Les missions de l'emploi créé sont les suivantes :

- Contribuer au développement de la communication interne et externe de la collectivité,
- Créer les outils et mettre en place les actions qui s'inscrivent dans la stratégie de communication globale,
- Collaborer aux opérations de relations publiques, aux campagnes de communication et aux actions de promotion,
- Rédiger des supports de communication (interne et externe) : lettres internes, éditos, communiqués de presse...
- S'assurer de la synergie des projets et outils de communication de la collectivité.

L'agent devra justifier d'une formation supérieure en communication, de qualités rédactionnelles et relationnelles, de la maîtrise des outils de PAO, ainsi que d'une aptitude à travailler en équipe.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie A dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme ou d'expérience professionnelle dans le secteur de la communication dans les collectivités territoriales.

3. Pôle moyens généraux

a. Systèmes d'information

Suite au départ de l'agent occupant le poste d'expert en système et réseau d'information et de communication en mars 2021, une réflexion a été menée sur l'organisation du service systèmes d'information et les définitions des emplois.

Les besoins du service sont désormais orientés vers des missions de maintenance, de résolution des incidents ou d'accompagnement des utilisateurs de logiciels métiers, avec une compétence spécifique en matière de téléphonie et reprographie.

Il est proposé de :

- Supprimer l'emploi d'expert en système et réseau d'information et de communication (grade mini technicien/rédacteur au grade maxi technicien principal de 1ère classe/rédacteur principal de 1ère classe)
- Créer un emploi de technicien service informatique chargé des télécommunications et de la reprographie (grade mini technicien/rédacteur au grade maxi technicien principal de 2ème classe/rédacteur principal de 2ème classe) à temps complet

Les missions de l'emploi créé sont les suivantes :

- Exploitation et maintenance des équipements du SI
- Exploitation et administration du réseau téléphonique
- Exploitation et suivi du matériel de reprographie
- Gestion des incidents d'exploitation
- Suivi d'applicatifs métiers
- Participation à la maintenance et au développement de l'infrastructure SI
- Participation aux études d'optimisation du réseau de télécommunication

Le candidat devra justifier d'un diplôme de niveau VI en informatique : procédures, normes et standards d'exploitation / réseaux / systèmes d'exploitation / logiciels bureautiques.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme ou d'expérience professionnelle dans le secteur de la maintenance informatique.

b. Finances

Suite au départ de l'adjoint au responsable du service finances, une réflexion a été menée sur l'opportunité de reconduire la fiche de poste à l'identique.

Il a été décidé d'orienter davantage les missions du poste vers le contrôle de gestion et l'analyse financière et fiscale.

Il est proposé de :

- supprimer l'emploi d'adjoint au responsable du service finances (grade mini attaché territorial / grade maxi attaché principal)
- créer un emploi d'analyste financier / contrôleur de gestion (grade mini rédacteur / grade maxi attaché territorial) à temps complet

Les missions de l'emploi créé sont les suivantes :

- Assurer le contrôle de gestion de la ville de Landerneau, de son CCAS et de la Communauté,
- Réaliser toutes analyses financières et fiscales prospectives pour la ville de Landerneau, son CCAS et la Communauté,
- Participer à la définition et la mise en œuvre des stratégies budgétaires et financières de la ville de Landerneau, de son CCAS et de la Communauté,
- Participer activement à la préparation des budgets,
- Collaborateur direct du responsable de service, il l'assiste dans le cadre de la préparation des instances et la définition de procédures internes,
- Participer au développement d'une culture financière commune auprès de l'ensemble des services,
- Orienter, à partir de ses analyses, les procédures internes à mettre en place visant l'optimisation de gestion,
- Être l'interlocuteur des services dans le cadre des demandes de subventions pour les

demandes de versement.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B ou A dans les conditions fixées à l'article 3-3 2° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme ou d'expérience professionnelle en matière de gestion financière.

4. Pôle services à la population

CLIC

Les missions des agents assurant l'accueil et la coordination des actions de prévention et d'animation du CLIC doivent aujourd'hui s'adapter aux demandes des usagers et correspondent davantage à des missions relevant de la filière administrative telles que :

- L'accueil du public
- La coordination des différentes actions avec les partenaires
- Le travail sur des projets en lien avec le développement du numérique

Les missions d'animation sont actuellement marginales et se résument à l'organisation du café des aidant une fois par mois.

Ainsi, il est proposé d'élargir le fléchage du poste d'animateur CLIC vers la filière administrative :

- Suppression de l'emploi d'animateur CLIC : grade mini adjoint d'animation, grade maxi animateur principal de 1ère classe
- Création d'un emploi d'animateur CLIC : grade mini adjoint d'animation et adjoint administratif, grade maxi animateur principal de 1ère classe et rédacteur principal de 1ère classe

5. Pôle technique

Environnement

Dans la perspective de deux départs en retraite au sein du service collecte et afin d'adapter l'organisation aux besoins du service, il est proposé, pour l'un des deux postes, de :

- Créer un emploi de chauffeur titulaire, grade mini : adjoint technique / grade maxi : adjoint technique principal de 1ère classe
- Supprimer un emploi de ripeur au 1er octobre 2021 au moment du départ en retraite de l'agent

6. Modifications d'intitulés de postes

Afin de faire correspondre certains emplois avec la réalité de leurs missions et de permettre la continuité de service en l'absence des responsables titulaires, leurs intitulés ont été modifiés sans incidence sur le fléchage des grades mini et maxi :

- Le chef de bassin devient chef de bassin et adjoint à la gestion des équipements sportifs,
- Le mécanicien agricole TP devient mécanicien et référent du garage mutualisé.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du comité technique du 27 mai 2021,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 11 juin 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 18 mai 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte :

- la création des emplois de technicien service informatique, d'analyste financier / contrôleur de gestion, de chargé de communication, de chargé de développement économique, de responsable urbanisme et de chauffeur titulaire
- la modification de l'emploi d'animateur CLIC,
- la suppression des postes d'expert en système et réseau d'information et de communication informatique, d'adjoint au responsable du service finances, de chargé de communication et de ripeur

Article 2 : modifie le tableau des emplois,

Article 3 : inscrit au budget les crédits correspondants.